

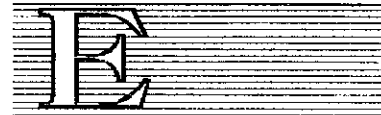


**NATIONS UNIES**

**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**



56395



Distr.: LIMITEE

E/ECA/TPCW.17/L  
3 mai 1996

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dix-septième réunion du Comité technique  
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)  
30 avril - 3 mai 1996

**PROJET DE RAPPORT**

## **A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX**

1. La dix-septième réunion du Comité technique préparatoire plénier (TEPCOW) s'est tenue au nouveau Centre de conférence des Nations Unies à Addis-Abeba (Ethiopie), du 30 avril au 3 mai 1996. La réunion a été officiellement ouverte par S.E. M. Girma Birru, Ministre du développement économique et de la coopération de la République fédérale démocratique d'Ethiopie. M. K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique a également prononcé une allocution à la cérémonie d'ouverture. Le représentant de Madagascar a lu une motion de remerciements au nom des participants.

2. Ont participé à la réunion les représentants des Etats membres suivants de la Commission : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

3. Des observateurs des Etats membres suivants de l'Organisation des Nations Unies ont assisté à la réunion : Belgique, Chine, Espagne, Fédération de Russie, France et Royaume-Uni.

4. Les organes et institutions spécialisées des Nations Unies indiqués ci-après étaient représentés : Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (DPCS), Bureau des commissions régionales à New York (RCNYO), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour (PNUE), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Programme alimentaire mondial (PAM), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation mondiale de la santé (OMS), Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Corps commun d'inspection (CCI).

5. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Banque africaine de développement (BAD) étaient aussi représentées.

6. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs : Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD), Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection (RCSSMRS), Centre régional de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS), Regional Institute for Population Studies (RIPS), Agency for International Development des Etats-Unis, Banque islamique de développement (BID), Nonciature apostolique et Home and Environment Development Association (HEDA).

7. Le Comité a élu le bureau suivant :

Président :	Malawi
Premier Vice-Président :	Ghana
Second Vice-Président :	Cameroun
Rapporteur :	Algérie

8. Le Comité a établi un sous-comité à composition non limitée chargé des résolutions présidé par le Premier Vice-Président. Le noyau du sous-comité des résolutions se composait comme suit :

Afrique de l'Ouest :	Côte d'Ivoire, Niger, Nigéria
Afrique du Nord :	Egypte, Maroc, Tunisie
Afrique de l'Est :	Ethiopie, Kenya, République-Unie de Tanzanie
Afrique australe :	Namibie, Zimbabwe
Afrique centrale :	Congo, Gabon, Rwanda

## **B. ORDRE DU JOUR**

9. Le 30 avril 1996, le Comité a adopté l'ordre du jour suivant :

**Thème de la session : Relever les défis en matière de développement de l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle : rôle de la Commission économique pour l'Afrique**

1. Ouverture de la réunion.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.

**PREMIERE PARTIE : Thème de la session : Relever les défis en matière de développement de l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle : rôle de la Commission économique pour l'Afrique**

4. a) Programme de rénovation de la CEA : orientations stratégiques pour la Commission économique pour l'Afrique;
- b) Plan à moyen terme pour la période 1998-2001.

**DEUXIEME PARTIE : Perspectives du développement socio-économique de l'Afrique**

5. a) Rapport sur la situation économique et sociale en Afrique, 1996;
- b) Initiative spéciale à l'échelle des Nations Unies pour l'Afrique;
- c) Exploitation de la technologie de l'information pour accélérer le développement socio-économique en Afrique : plan d'action.

**TROISIEME PARTIE : Questions spécifiques**

6. a) Rapports intérimaires sur la préparation et le suivi des conférences et programmes internationaux et régionaux :
  - i) Quatrième Conférence mondiale sur les femmes;

- ii) Deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II);
  - iii) Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés (PMA);
  - iv) Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF);
  - v) Deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA II);
  - vi) Deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA II);
  - vii) Déclaration de Dakar/Ngor sur la population et le développement;
  - viii) Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90;
- b) Rapport intérimaire conjoint OUA/CEA sur la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine.

#### **QUATRIEME PARTIE : Questions relatives aux organes statutaires**

- 7.
- a) Rapport biennal du Secrétaire exécutif sur les activités de la Commission;
  - b) Rapport intérimaire sur l'évaluation du programme à la CEA (période biennale 1994-1995);
  - c) Questions émanant d'organes subsidiaires et d'organes sectoriels de la Commission et appelant une décision de la Conférence des ministres.

8. Questions diverses.
9. Date et lieu de la dix-huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier.

#### **CINQUIEME PARTIE : Autres questions**

10. **Manifestation spéciale : Réunion-débat sur le Programme-cadre pour le renforcement et l'utilisation des capacités cruciales en Afrique.**
11. Adoption du rapport de la réunion.
12. Clôture de la réunion.

### **C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX**

#### Allocutions d'ouverture

10. Dans son allocution d'ouverture, S.E. M. Girma Birru, Ministre du développement économique et de la coopération de la République fédérale démocratique d'Ethiopie a souhaité la bienvenue aux participants. Il a dit que c'était en sa double qualité de représentant de l'Ethiopie et de président sortant de la Conférence des ministres qu'il souhaitait également la bienvenue au nouveau Secrétaire exécutif, M. K.Y Amoako à la Commission. Il a dit qu'il avait travaillé en étroite collaboration avec le Secrétaire exécutif lors des dix derniers mois, en particulier sur le renouveau de la Commission pour mieux servir l'Afrique.

11. Le thème de la Conférence, "Relever les défis en matière de développement de l'Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle : rôle de la Commission économique pour l'Afrique" était d'une grande importance pour l'avenir du continent et de tous les peuples africains. Il a indiqué que la CEA était un outil important pour galvaniser les Etats africains afin qu'ils relèvent les divers défis, élargissent et accélèrent le développement de façon durable, éliminent la pauvreté et sortent de l'Afrique de la marginalisation du monde politique et du système économique. Aucune autre institution n'était

mieux placée que la CEA pour rendre aux Etats membres de tels services en matière de développement. En conséquence, le renouveau de la CEA et sa réorientation énoncés dans le document sur les nouvelles orientations stratégiques constituait un thème très important de l'ordre du jour. Au nom du Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, il a félicité M. Amoako d'avoir placé la CEA au premier plan du processus de renouveau du système des Nations Unies.

12. Le Ministre a noté que les autres points de l'ordre du jour, à savoir la situation économique et social en Afrique, un plan d'action pour exploiter la technologie de l'information, l'Initiative spéciale à l'échelle des Nations Unies pour l'Afrique, et la réunion - débat sur le Programme - cadre pour le renforcement et l'utilisation des capacités cruciales en Afrique, urgence pour le renouveau de la Commission. L'Ethiopie soutenait totalement le renouveau de la CEA et ses principes directeurs d'excellence, de coût - efficacité et de partenariat efficace. Il a ajouté que son Gouvernement était satisfait de l'analyse que la Commission faisait des défis de développement auxquels faisait face le continent, qui soulignait non seulement les orientations stratégiques mais également réorientait la structure du programme de la CEA en mettant l'accent sur cinq domaines prioritaires plus les deux questions multisectorielles de la démarginalisation des femmes et du renforcement des capacités. Il a cependant souligné la nécessité de mettre en place un mécanisme d'exécution efficace qui assurerait un niveau acceptable de réussite dans la réalisation des objectifs de développement de l'Afrique.

13. Le Ministre a informé la réunion des mesures politiques et économiques adoptées par le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie pour renforcer la transition politique et stimuler le redressement de la croissance. Les premières élections générales en Ethiopie avaient été organisées en 1995. Des administrations locales avaient été constituées sur la base de la nouvelle Constitution fédérale du pays qui accordait des pouvoirs de décisions aux conseils régionaux élus sur les questions relatives aux activités économiques et sociales des régions. Sur le plan économique la mise en oeuvre du programme d'urgence, de redressement et de reconstruction, la Déclaration de la nouvelle politique économique, la mise en oeuvre du programme de réforme économique et la formulation d'une stratégie à long terme avaient été parmi les mesures les plus importantes prises pour inverser deux décennies de baisse continue et assurer une croissance soutenue et le développement.

14. Dans sa déclaration, M. K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission a souligné l'importance de cette journée. Elle marquait la date de la première réunion officielle dans le nouveau Centre de conférence des Nations Unies à Addis-Abeba et celle du premier débat officiel à l'échelle du continent d'une nouvelle CEA. En outre, c'était la première fois qu'il s'adressait au Comité technique préparatoire plénier. Il a fait remarquer que la présente réunion du Comité aussi bien que celle prochaine de la Conférence des ministres étaient l'apogée d'efforts intenses et d'un important travail de réflexion. Il a remercié M. Girma Birru, Président sortant du Bureau de la Conférence, et chacun des membres du Bureau pour avoir contribué à une transition sans heurts et avoir joué un rôle prépondérant lors de manifestations telles que l'importante consultation avec le Groupe d'experts africains éminents au sujet des orientations stratégiques de la CEA, organisée en janvier 1996.

15. L'orateur a constaté que la performance économique de l'Afrique s'était quelque peu améliorée après avoir connu un recul record qui avait persisté jusqu'au début des années 90. Toutefois, l'Afrique faisait toujours face à sept défis fondamentaux, à savoir : la nécessité d'améliorer ses politiques économiques et sociales pour assurer la croissance et lutter contre la pauvreté; la promotion du développement durable par le biais de l'interaction entre la sécurité alimentaire, la population et l'environnement; le renforcement de la gestion du développement; l'exploitation de la technologie de l'information; la promotion de la coopération et de l'intégration régionales en tant que moyen d'éliminer la marginalisation dans l'économie mondiale; et la promotion de la femme.

16. La Commission avait entrepris un important processus de réforme visant à mieux servir l'Afrique dans les années à venir. L'ampleur de cette rénovation de la CEA était sans précédent dans l'histoire de l'organisation. Excellence, coût-efficacité et partenariat étaient les principes directeurs de ce processus de rénovation. Des experts de haut niveau, regroupant les meilleures compétences dans le monde et au sein de la Commission, avaient procédé au diagnostic approfondi des programmes et de la gestion en vigueur puis proposé des remèdes. Des examens sur place avaient aussi été effectués, suscitant de la part de l'ensemble des administrateurs de la CEA un engagement proprement extraordinaire. En janvier 1996, le secrétariat avait aussi tenu d'importantes consultations avec un groupe impressionnant de 40 responsables africains en provenance de toute



l'Afrique, dont des ministres gouvernementaux, des universitaires et des représentants d'ONG et du secteur privé, et ce, au sujet des programmes envisagés à la Commission. Tous les membres du Bureau de la Conférence des ministres de la CEA avaient participé à ces consultations.

17. Le Secrétaire exécutif a ensuite passé en revue les éléments du processus de rénovation de la Commission. En premier lieu, s'agissant du renforcement des institutions, il a déclaré qu'au cours des deux prochaines années, des dispositions seraient prises pour améliorer les compétences, accroître les effectifs et institutionnaliser les modalités visant à renforcer la productivité et l'impact des opérations. Le deuxième élément concernait les programmes. Il seraient renforcés et réorientés. Les neuf programmes en vigueur dans 21 domaines différents seraient regroupés en cinq programmes thématiques de base et deux programmes intersectoriels. Le choix des thèmes de ces programmes correspondait à des mandats clairement préconisés par les Etats membres, compte tenu aussi du Programme d'action du Caire pour la relance du développement économique et social en Afrique adopté par le Conseil des ministres de l'OUA tenu en mars 1995 et approuvé par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement africains organisée en juin 1995 à Addis-Abeba. Les cinq domaines d'activité étaient les suivants : faciliter l'analyse des politiques économiques et sociales; assurer la sécurité alimentaire et le développement durable; et promouvoir la coopération et l'intégration régionales. Les deux questions intersectorielles étaient la démarginalisation de la femme et le renforcement des capacités.

18. Le troisième élément concernait les modalités. Ici la Commission viserait l'impact et non plus la production. La CEA s'emploierait à renforcer son avantage comparatif en tant que centre respecté d'examen des orientations, de réflexion et d'action. Le secrétariat aurait davantage recours à l'électronique, reverrait complètement ses pratiques de diffusion, désignerait des points focaux nationaux et resserrerait ses liens avec les ambassadeurs à Addis-Abeba. L'orateur a proposé de réduire le nombre des réunions et de mieux les cibler en vue de résultats plus applicables.

19. Le quatrième élément, partenariat, était indispensable au renouveau. La Commission travaillerait moins de façon isolée pour travailler bien davantage en coordination. Le partenariat avec des réseaux intellectuels clefs en Afrique et avec la communauté des donateurs était souhaitable et il devrait permettre de promouvoir la coopération Sud-Sud.

20. Il a fait état du projet de plan à moyen terme pour la période 1998-2001 dont la réunion était saisie pour examen. L'approbation de ce plan faciliterait considérablement la rationalisation du programme de travail de la Commission.

21. Passant en revue les points clefs de l'ordre du jour de la réunion, le Secrétaire exécutif a souligné l'importance de l'examen du développement socio-économique de l'Afrique, de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique et de l'exploitation de la technologie de l'information. Il a en particulier invité le Comité technique préparatoire plénier à aider la Conférence des ministres et les gouvernements africains à susciter un vif intérêt à l'égard de l'Initiative spéciale de sorte que l'Afrique en tire tout le parti possible. Il a aussi évoqué les manifestations spéciales qui seraient organisées au cours de la présente session de la Commission. Il y aurait une réunion-débat sur le Programme-cadre pour le renforcement et l'utilisation des capacités cruciales en Afrique. Lors de la réunion de la Conférence une autre réunion-débat, avec la participation d'experts de haut niveau, serait consacrée au thème important suivant : "Les dépenses publiques et la pauvreté en Afrique".

22. Le représentant de Madagascar a, au nom des participants, présenté une motion de remerciements. Il a remercié S.E. M. Girma Birru de son allocation dans laquelle il avait présenté des propositions utiles et constructives aux participants tout en les familiarisant avec les efforts que déployait la République fédérale démocratique d'Ethiopie en vue d'instaurer un climat politique et économique favorable au développement accéléré dans le pays. Il a également félicité le Secrétaire exécutif de son action tendant à rénover la Commission et a manifesté son appui sans réserve en faveur de ce processus.

## **PREMIERE PARTIE**

### **THEME DE LA CONFERENCE : RELEVER LES DEFIS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AU XXI<sup>e</sup> SIECLE: ROLE DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Programme de rénovation de la CEA : orientations stratégiques pour la Commission économique pour l'Afrique [point 4 a) de l'ordre du jour] et

Plan à moyen terme, 1998-2001 [point 4 b) de l'ordre du jour]

23. Le Comité a examiné conjointement les deux documents intitulés "Mieux servir l'Afrique : orientations stratégiques pour la Commission économique pour l'Afrique" (document E/ECA/CM.22/2) et " Plan à moyen terme, 1998-2001" (document E/ECA/CM.22/3).

24. En présentant ce point, le Secrétaire exécutif a donné les grandes lignes du processus qui avait donné lieu aux propositions relatives à la rénovation de la Commission. Il a précisé qu'après sa nomination en février 1995 et avant d'entrer en fonction en juillet 1995 il s'était familiarisé avec la CEA par des visites et en y ayant des discussions préliminaires avec le personnel et les responsables des programmes pour connaître leur opinion quant aux défis et aux importantes questions ainsi que leurs espoirs pour la Commission. Le Secrétaire exécutif a indiqué que le personnel de la CEA était d'avis que si cette dernière avait grandement contribué au développement de l'Afrique dans le passé, le moment était venu d'apporter un changement à la façon dont elle planifiait et exécutait ses activités ainsi qu'à la qualité de ses produits. Le personnel avait également exprimé sa frustration devant le manque de mobilité et de possibilités de formation, de même que son ressentiment face aux systèmes de gestion et d'administration utilisés. Le Comité a noté que c'étaient ces discussions qui avaient amené le Secrétaire exécutif à accorder, en démarrant le processus de rénovation à la CEA, un rang de priorité élevé à la restructuration des structures de la Commission relatives au personnel et à l'administration.

25. Après ses consultations préalables avec le personnel et dans un deuxième temps, le Secrétaire exécutif avait fait établir des études diagnostiques par les meilleurs cerveaux disponibles qui ont constitué les équipes suivantes :

- a) Une équipe de spécialistes de la gestion de la Banque mondiale chargée d'examiner les processus de budgétisation et de planification de la CEA et son système de contrôle financier;
- b) Une équipe d'experts en ressources humaines chargée d'étudier le système du personnel de la Commission, c'est-à-dire recrutement, gestion des ressources humaines, formation, évaluation de la performance, promotion et motivation;
- c) Une équipe de spécialistes de l'information chargée d'examiner la stratégie en matière de communication de la CEA; et
- d) Une équipe d'experts du Centre d'études des économies africaines de l'Université d'Oxford chargée d'évaluer la qualité technique des produits de la CEA, de diagnostiquer leur faiblesse, de mettre en évidence leurs points forts, et de proposer les améliorations qu'il y avait lieu d'y apporter.

26. Le Secrétaire exécutif a indiqué qu'en utilisant les ressources spécialisées de la Banque mondiale, la CEA suivait l'exemple d'autres institutions éminentes, dont la Banque africaine de développement (BAD). Il a été estimé que l'étude sur la stratégie de communication de la CEA était d'une importance majeure puisque la Commission était une institution reposant sur la connaissance dont les idées revêtant une grande importance pour les Etats membres devaient être rapidement diffusées.

27. Il a ajouté qu'au cours de la troisième étape du processus, il avait organisé des consultations plus poussées avec le personnel de la CEA. Lors d'une série de réunions auxquelles le personnel dans son ensemble avait participé, les discussions avaient été empreintes de franchise quant à la qualité des travaux passés et présents de la CEA et quant aux moyens de les améliorer. Ce processus avait été approuvé par le syndicat du personnel. Le Secrétaire exécutif avait demandé aux directeurs de programmes de lui faire des propositions écrites et les avait réunis, ainsi que leur personnel, pour discuter des orientations concernant les programmes et de leur vision globale de la Commission. Ce processus avait été couronné par la tenue, pendant trois jours, de séances de l'"espace convivial" avec l'ensemble du personnel de la Commission qui s'était lui-même chargé

de l'élaboration de l'ordre du jour à partir du thème général intitulé : **"Affiner les orientations, renforcer les partenariats et accroître l'impact"**.

28. Le Secrétaire exécutif a informé le Comité que le rapport élaboré par le personnel après la tenue de ces séances de l'"espace convivial" avait identifié plusieurs questions d'importance cruciale pour la rénovation de la CEA. Ce rapport faisait un certain nombre de recommandations importantes. Ainsi les MULPOC devaient être utilisés de façon plus efficace pour faciliter les liaisons entre la CEA et les Etats membres; il fallait améliorer la transparence et les communications au sein de la Commission et établir un environnement favorable; il était également nécessaire d'établir des partenariats plus efficaces fonctionnant sur la base des avantages comparatifs relatifs et de l'identification des questions stratégiques devant faire l'objet d'une collaboration, tout en accordant une attention particulière à la coopération, établie de longue date, avec l'OUA et la BAD, institutions qui formaient avec la CEA le Secrétariat conjoint pour la mise en oeuvre du Traité d'Abuja.

29. Le Secrétaire exécutif a souligné que la mise en place d'une orientation stratégique était absolument nécessaire. Pour cela, il y avait lieu de réaménager le programme de travail qui, à l'heure actuelle, recouvrait un grand nombre d'activités indépendantes les unes des autres. Cela permettrait de traiter les problèmes de développement de l'Afrique de façon plus sélective et plus souple. Trop de réunions étaient tenues et trop de rapports élaborés, d'ailleurs mal diffusés auprès des Etats membres, des universités ou des organisations de la société civile qui pourraient y trouver grande utilité. Il était donc indispensable de réduire l'éloignement de la CEA et des Etats membres, la Commission étant du reste tenue de s'attacher à trouver des solutions pratiques aux problèmes auxquels les Etats membres se heurtaient.

30. L'orateur a précisé en outre que pour assurer une plus grande rentabilité, un impact plus prononcé et l'excellence dans les travaux, il était nécessaire de procéder à un renforcement institutionnel de la CEA. Il fallait renforcer les capacités du personnel par la formation et le contact avec d'autres institutions ainsi que par la formation en cours d'emploi, les échanges de personnel et les congés sabbatiques. Il était également nécessaire de faire bénéficier la CEA de l'apport de jeunes experts africains qui, grâce à l'octroi de bourses, viendraient travailler sur des problèmes spécifiques, etc.

31. Le Secrétaire exécutif a mis en relief la nécessité pour la CEA de développer des relations de partenariat plus solides en raison de l'étendue des problèmes de développement de l'Afrique et du nombre élevé d'acteurs oeuvrant à leur soutien. Il a fait observer qu'en tant que centre pour le développement, la CEA avait un rôle déterminant à jouer dans la promotion du dialogue entre les acteurs du développement de l'Afrique. Elle pourrait élaborer les programmes de développement de l'Afrique ou du moins donner les orientations de base à cet égard. Elle pourrait également mettre ses ressources et celles d'autres partenaires en commun pour faire face aux problèmes particulièrement délicats qui dépassaient les possibilités d'une seule organisation. De plus, la CEA, en sa qualité d'instrument régional des Nations Unies, devait assumer d'importantes fonctions de coordination dans les programmes en cours ainsi que dans les nouveaux programmes de développement de l'Afrique mis en oeuvre à l'échelle du système des Nations Unies tels que l'UN-NADAF et la nouvelle Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique, qui tous deux soulignaient l'importance du partenariat entre les organismes du système des Nations Unies.

32. Le Secrétaire exécutif a par ailleurs précisé que le plan à moyen terme avait été élaboré dans le cadre des orientations stratégiques et qu'il constituait un cadre de soutien aux Etats membres. La Conférence était appelée à l'examiner et à l'approuver avant de solliciter, par l'intermédiaire du Secrétaire général, l'approbation de l'Assemblée générale. C'était alors que ce plan permettrait de définir le programme de travail de la Commission pour la période considérée.

33. Au cours de la discussion qui s'est ensuivie, le Comité s'est déclaré satisfait des propositions présentées par le Secrétaire exécutif pour la rénovation de la CEA et a exprimé, à cet égard, son soutien le plus ferme. Il a été noté que les orientations concernant les programmes figurant dans le document sur les Orientations stratégiques allaient dans le sens des priorités des Etats membres telles que figurant dans des programmes comme le Programme d'action du Caire. Les nouvelles orientations devaient permettre de renforcer les structures de la Commission pour permettre à celle-ci d'aider les pays à relever les défis du développement. Elles permettraient en outre à la CEA de concentrer ses activités sur un certain nombre de domaines choisis de sorte que les maigres ressources disponibles garantissent un plus grand impact.

34. Le Comité a encouragé le Secrétaire exécutif à poursuivre le processus de réforme et de rénovation de la Commission. A cet égard, il a souligné qu'à l'achèvement de ce processus de rénovation, la CEA constituerait un outil actif et un porte-parole crédible pour le développement de l'Afrique. Il a précisé qu'il existait partout dans le monde un vaste réservoir d'experts africains que la CEA pourrait contribuer à mobiliser pour le développement de la région.

35. Pour que la CEA devienne un partenaire crédible du développement de l'Afrique, le Comité lui a recommandé : de mettre en oeuvre des programmes axés sur la promotion de l'individu; de prêter son concours au renforcement des capacités et des institutions et son appui aux négociations concernant la dette extérieure; de fournir un soutien en matière d'orientation; d'apporter son assistance dans le domaine de l'analyse des conditions spécifiques des pays ayant entamé un processus de privatisation; d'élargir les échanges de données d'expérience; et d'élaborer des stratégies de développement permettant de réduire au minimum la dépendance à l'égard de l'aide extérieure. Pour veiller à assurer la concordance entre les priorités de la CEA et les besoins des Etats membres, le Comité était d'avis que la Commission participe activement à la formulation des plans nationaux de développement, de l'étape de l'élaboration à celle de la mise en oeuvre.

36. Certains participants ont estimé que la CEA était trop éloignée de ses principaux partenaires, les Etats membres, et qu'il était nécessaire de consulter ceux-ci plus fréquemment. A cet égard, le Comité s'est félicité de la proposition faite par le Secrétaire exécutif en vue de créer, à la CEA, un groupe de conseillers régionaux principaux sur les réformes économiques qui, en coordination avec d'éminents experts africains en réformes économiques et en ajustement structurel, pourraient répondre aux besoins d'assistance exprimés par les Etats membres. Il a en outre proposé que la CEA mette davantage l'accent sur la tenue, dans les différentes sous-régions, de réunions de rang ministériel, pour discuter de questions spécifiques de développement.

37. Mettant en relief l'importance de l'intégration régionale dans le développement de l'Afrique, le Comité a souligné qu'il fallait renforcer les MULPOC en vue de mieux aider les organisations intergouvernementales sous-régionales qui constituaient un pilier du Traité instituant la Communauté économique africaine. Il fallait en conséquence que les MULPOC bénéficient de ressources et de pouvoirs suffisants leur permettant d'exécuter leur programme de travail et de répondre de façon créative aux besoins spécifiques de chaque sous-région. Le Comité a instamment prié la CEA

d'instituer, au niveau des sous-régions, la tenue de conférences des ministres chargées de définir les priorités de développement de chaque sous-région. Les participants se sont cependant déclarés préoccupés du fait que les MULPOC n'avaient pas toujours bénéficié de cadres compétents. Le Comité a mis en garde contre la proposition figurant dans les Orientations stratégiques visant à installer les sièges des MULPOC dans les villes abritant les sièges d'organisations sous-régionales car dans certaines sous-régions, il y avait plusieurs organisations intergouvernementales. Aussi était-il plus important de renforcer les MULPOC pour qu'ils soient d'un meilleur apport pour leur sous-région que de les déplacer.

38. Pour faire face à nombre de problèmes concernant les MULPOC, une équipe spéciale avait été créée au sein de la CEA et chargée d'examiner tous les rapports établis sur le fonctionnement des MULPOC et de faire des recommandations pour en améliorer l'efficacité. Les recommandations de l'Equipe spéciale seraient à la base de consultations avec les Etats membres.

39. Certains participants ont souligné que dans le cadre du processus de rénovation, il fallait accorder une attention particulière à l'équilibre dans la représentation des différentes sous-régions au secrétariat de la Commission. Il a en particulier été fait observer que la sous-région de l'Afrique australe était sous-représentée à la CEA.

40. Le Comité a souligné que pour éviter les doubles emplois et le gaspillage de ressources déjà maigres, les activités des organisations régionales et internationales opérant en Afrique devaient être coordonnées. Il a en particulier souligné qu'il était nécessaire d'éviter les doubles emplois entre la CEA et l'OUA, notamment à l'occasion du lancement prochain, conformément au Traité d'Abuja, du Conseil économique et social de la Communauté économique africaine. Il s'est félicité des efforts déployés par les responsables des deux organisations ainsi que de la BAD pour harmoniser et coordonner plus étroitement les activités des trois organisations dans le cadre du Secrétariat conjoint CEA/OUA/BAD.

41. Le Comité a souligné que les pays africains devaient davantage mettre l'accent sur la sécurité alimentaire par un accroissement de la production intérieure pour ne plus être tributaire des importations. De même, il y avait lieu, dans le cadre de l'intégration régionale, de mettre l'accent



sur l'harmonisation des systèmes de production plutôt que de miser exclusivement sur l'intégration par le marché.

42. Le Comité a souligné que la CEA était appelée à jouer un rôle important aux niveaux continental, sous-régional et national et que pour faire face à cette triple obligation, la Commission devait relever un formidable défi. Pour assurer le succès de ses activités, il fallait faire un choix dans les activités et les priorités. Au niveau continental, la CEA était déjà impliquée dans un certain nombre de questions concernant le commerce et l'investissement et la mise en oeuvre des programmes d'action mondiaux et régionaux en faveur de l'Afrique. Au niveau sous-régional, la Commission se trouvait devant un grand nombre de possibilités d'action avec les Etats membres en vue de renforcer les groupements sous-régionaux dans l'optique de l'intégration à l'échelle du continent. Le Comité a fait remarquer que c'était au niveau national que la CEA rencontrerait les plus grandes difficultés, mais qu'elle ne pouvait se permettre de ne pas apporter son concours aux Etats membres pour relever le défi du développement à court, moyen et long terme.

43. Le Comité a pris note du document E/ECA/CM.22/2 et fait sien le Plan à moyen terme proposé pour la période 1998-2001 tel que figurant dans le document E/ECA/CM.22/3 à la lumière des discussions tenues précédemment.

**Rapport sur la situation économique et sociale en Afrique, 1996 : [point 5 a) de l'ordre du jour]**

44. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.22/4 intitulé "Rapport sur la situation économique et sociale en Afrique, 1996". Le Comité a noté qu'en 1995, l'Afrique avait enregistré, pour la deuxième année consécutive, une croissance économique modeste. Le produit intérieur brut (PIB) de la région avait augmenté de 2,3% contre un chiffre révisé de 2,1% en 1994 et de 1,8% en 1993. Il a en outre noté qu'en dépit du léger redressement du PIB en 1995, bon nombre des facteurs à l'origine des mauvais résultats économiques enregistrés en Afrique au fil des ans, aussi bien internes qu'externes, prévalaient encore et la croissance du PIB ne suivait toujours pas le rythme de l'accroissement démographique, ce qui a entraîné une baisse du revenu par habitant de 0,6% en 1995.

45. Le Comité a noté les différences au niveau des résultats entre les sous-régions et les pays. Les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ont enregistré des taux de croissance supérieurs à la moyenne régionale en 1995, du fait de l'amélioration des résultats dans les secteurs agricole et minier. En Afrique de l'Ouest, le PIB a augmenté de 4,1% en 1995 contre une augmentation de 1% seulement en 1994, tandis qu'en Afrique de l'Est et Afrique australe il n'a augmenté que de 4,8% et 2,9% respectivement contre 4,2% et 2,6% en 1994. La croissance du PIB s'est limitée à 1,1% seulement en Afrique centrale. Les pays de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Est ont d'une manière générale enregistré des résultats meilleurs que ceux des pays des autres sous-régions.

46. Le Comité a noté un certain nombre de facteurs internes et externes à la base du léger redressement de l'économie africaine en 1995. Sur le plan intérieur, la croissance de la production régionale était essentiellement liée aux résultats satisfaisants des secteurs manufacturier et minier. L'amélioration dans le secteur minier a été imputée aux réformes entreprises dans le secteur et à l'accroissement de l'investissement. Par ailleurs, la croissance dans le secteur manufacturier était due essentiellement à une amélioration de l'approvisionnement en intrants et des importations de matières premières. Le Comité s'est toutefois vivement inquiété du fait que l'agriculture africaine, pierre angulaire de l'économie africaine, n'avait pas enregistré de bons résultats en 1995; la valeur ajoutée de son taux de croissance est tombée de 4,2% en 1994 à 1,5% en 1995.

47. Sur le plan extérieur, le Comité a noté que les recettes d'exportation avaient connu une certaine amélioration comme en témoignait l'accroissement de 11,1% en 1995 contre 4,9% seulement en 1994, mais que la part de l'Afrique dans le commerce mondial continuait de baisser, passant de 3,1% en 1990 à 2,2% en 1995. Cette baisse de sa part sur le marché était due d'une manière générale à la très faible compétitivité des produits d'exportation africains. La plupart des pays ont continué, comme dans les années 60 et 70, à être tributaires des mêmes produits de base. L'incapacité à transformer la nature et le contenu de leurs produits d'exportation a eu une incidence défavorable sur leurs recettes en devises de même que sur leur part du marché.

48. Le Comité a noté que le problème de l'endettement extérieur de l'Afrique s'était aggravé en 1995, l'encours de la dette accusant un accroissement de 4,1% pour atteindre 322,4 milliards

de dollars E.-U. en 1995. Le poids insupportable de la dette était dû à l'accroissement de l'encours de la dette extérieure et à l'accumulation des arriérées au titre du service de la dette, à la capitalisation des intérêts et au durcissement général des modalités d'octroi de crédits.

49. Le Comité a noté que la crise dans le secteur social demeurait profonde dans la plupart des pays africains en 1995 non seulement du fait de l'accroissement rapide de la population par rapport à la croissance économique mais également en raison de l'aggravation du chômage, de la réduction draconienne des dépenses publiques en termes réels, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale. Le problème du chômage demeurait grave en Afrique, en particulier parmi les personnes instruites. Les nombres importants de jeunes instruits et de diplômés de l'Université au chômage comportaient de graves implications pour la stabilité sociale et politique en Afrique. Le niveau des dépenses publiques consacrées à l'éducation en Afrique subsaharienne était le plus faible du monde. Les coupes les plus sombres dans le domaine de l'éducation ont été faites dans les dépenses d'équipement et dans les dépenses renouvelables pour les nouvelles constructions, les fournitures, le mobilier, le matériel pour les laboratoires scientifiques et pour les travaux de réparation et d'entretien. Le nombre de réfugiés et de personnes déplacées en Afrique demeurait extrêmement élevé. Environ 7 millions de personnes étaient directement classées comme réfugiés en Afrique.

50. Le Comité a fait remarquer qu'en 1996 et au-delà, les perspectives économiques de l'Afrique dépendraient une fois de plus déterminées non seulement de la situation climatique mais également de la détermination des gouvernements africains à poursuivre vigoureusement des réformes intérieures, à assurer une gestion économique saine, à maintenir des régimes politiques stables et à instaurer un climat politique positif axé sur les populations, le tout combiné à une évolution favorable du climat économique international. Ces conditions étant, la production régionale enregistrerait probablement un accroissement de 2,9% en 1996.

51. Le Comité a souligné l'importance des mécanismes d'affectation et de remise des fonds devant être mobilisés, en particulier grâce à l'amélioration de l'accès au crédit rural. Il a en outre souligné la nécessité d'assurer un équilibre en ce qui concerne la rationalisation des dépenses publiques dans le but de réduire le déficit existant et d'effectuer des investissements publics suffisants dans les secteurs productifs. Il a été souligné que les gouvernements africains devaient

élargir leur base fiscale et promouvoir l'entrée de capitaux étrangers en tant que moyen d'accroître les ressources financières pour le développement.

52. Le Comité s'est demandé pourquoi l'investissement direct étranger en Afrique n'avait pas augmenté malgré le fait que le taux de rendement de l'IED en Afrique était le plus élevé du monde et s'est enquis de ce que la CEA pourrait faire pour améliorer la cote de crédit de l'Afrique. Il a été indiqué que la CEA faisait de son mieux pour promouvoir l'investissement en Afrique. C'est ainsi qu'elle avait tenu un atelier sur la relance de l'investissement en Afrique deux ans auparavant. Le rapport de cet atelier était disponible pour distribution aux participants intéressés. La CEA allait organiser aussi une conférence internationale sur la relance de l'investissement privé en Afrique, qui devait se tenir à Accra en juin 1996. Tous ces efforts devraient encourager les flux d'IDE vers l'Afrique.

53. Le Comité a noté que les données relatives aux réfugiés dans le rapport étaient fondées sur les statistiques de 1994 qui avaient été publiées en 1995. Des données plus récentes pour 1995 étaient disponibles et pouvaient être fournies par le HCR sur demande. Il a été souligné que réintégration plutôt que réinstallation des réfugiés était le terme adéquat pour décrire les activités entreprises en faveur des rapatriés.

54. Soulignant la nécessité de résoudre le problème de la dette extérieure de l'Afrique, le Comité a proposé que la Commission entreprenne une étude sur le lien existant entre dette extérieure et commerce extérieur de l'Afrique. A cet égard, il a également été fait remarquer qu'une attention spéciale devrait être portée à l'incidence potentielle que pourraient avoir sur les pays de la Zone CFA l'adoption d'une monnaie commune par l'Union européenne et la baisse de l'APD.

55. Le Comité a également souligné la nécessité pour la CEA d'accorder l'attention qu'ils méritent au rôle du secteur non structuré en tant que source de croissance et aux effets des catastrophes naturelles telles que la sécheresse et l'invasion acridienne sur les résultats économiques des pays touchés. Il était également nécessaire que la CEA encourage le partage de données d'expérience sur la manière dont certains pays avaient atteint des taux d'utilisation élevés de

contraceptifs. Parallèlement, il a été fait observer que le taux de fécondité élevé devrait être considéré d'un point de vue critique mais non moins positif. Il a été souligné que les responsables politiques africains devraient faire preuve de courage en traitant la question de la fécondité.

56. Le Comité était également d'avis que les conflits politiques n'avaient pas toujours des effets négatifs sur la production dans certains pays. Par contre, les conflits et les luttes avaient tendance à décourager l'investissement étranger.

57. Le Comité a estimé que les produits industriels africains devaient répondre aux normes internationales de qualité pour être compétitifs sur le marché mondial. Les nouvelles normes en matière de qualité comportaient également un volet environnement et il était d'une importance cruciale que les pays africains répondent aux normes de qualité dans le domaine de l'industrie et de l'environnement.

58. Des participants ont relevé des inexactitudes dans les données fournies dans le rapport. Elles concernaient par exemple le taux de croissance du PIB et autres indicateurs macro-économiques nationaux ainsi que les chiffres relatifs au SIDA dans différents pays africains. Certains participants ont indiqué qu'ils fourniraient au secrétariat des données exactes et plus récentes concernant leur pays.

59. Le Comité a pris note du rapport à la lumière des observations susmentionnées.

60. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.22/5 intitulé : "Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique".

61. Le Comité a noté que l'Initiative spéciale pour l'Afrique a été lancée le 15 mars 1996, par le Secrétaire général, M. Boutros-Boutros Ghali, avec la participation des chefs des secrétariats de toutes les agences et institutions du Système des Nations Unies représentées au sein du Comité administratif de coordination (CAC) de l'Organisation des Nations Unies. Le Président en exercice ainsi que le représentant du Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine ont également pris part au lancement à Addis-Abeba qui s'est fait par satellite. L'Initiative spéciale constitue l'action la plus importante et la mieux coordonnée menée par le Système des Nations Unies en

faveur du développement de l'Afrique. Elle a pour objectif de mobiliser le soutien de la communauté internationale en faveur du développement de l'Afrique grâce à des mesures pratiques axées sur les priorités de développement définies par les pays africains eux-mêmes.

62. L'Initiative spéciale met l'accent sur 14 volets principaux, groupés sous quatre thèmes qui étaient les suivants : Donner une chance au développement; Un espoir nouveau pour la génération montante; Renforcement des capacités institutionnelles; Urgence de la survie. Dans le thème **"Donner une chance au développement"**, les principaux éléments suivants ont été retenus : consolidation de la paix, règlement des conflits et réconciliation nationale grâce au renforcement de capacités de l'Organisation de l'unité africaine dans les domaines de la consolidation de la paix, du renforcement de la société civile au service de la paix et des communications au service de la consolidation de la paix; l'appui extérieur à la transition économique de l'Afrique, y compris l'allègement authentique de la dette, l'accès de l'Afrique aux marchés et possibilités d'échanges, les partenariats avec l'Afrique dans le cadre de la coopération Sud-Sud; la mobilisation des ressources internes, l'épargne et l'investissement intérieurs; et l'informatique mise au service du développement.

63. Les points abordés au titre du thème : **"Un espoir nouveau pour la génération montante"** portaient sur : la promotion de l'éducation de base pour tous les enfants d'Afrique; un meilleur accès des populations africaines aux services de santé; la promotion de l'emploi et la création de moyens de subsistance durables par le biais notamment de programmes visant à réduire la pauvreté grâce à la promotion du secteur non structuré et des activités génératrices d'emploi, et à la mise en place de moyens de subsistance durables dans des zones écologiquement marginales. En ce qui concerne le **"Renforcement des capacités institutionnelles"**, l'accent a été mis sur la consolidation d'une administration transparente, responsable et efficace, grâce notamment au forum des dirigeants africains, à la mise en place d'une stratégie de conduite des affaires publiques en Afrique, à la promotion de la sécurité, de la stabilité, du développement et de la coopération en Afrique; au renforcement de la société civile au service du développement, y compris l'instauration de la paix. Le thème portant sur : l'**"Urgence de la survie"** recouvrait la sécurité alimentaire et la gestion de la sécheresse, avec un accent particulier sur la lutte contre la dégradation des sols et la désertification, l'amélioration de la qualité des sols, la sécurité alimentaire et notamment le rôle

des femmes; la garantie de l'approvisionnement durable et équitable en eau; la sécurité de l'approvisionnement en eau des ménages; l'évaluation des ressources en eau douce et la garantie de l'eau au service de la production vivrière.

64. L'Initiative spéciale mobiliserait un montant évalué à 25 milliards de dollars sur une période de 10 ans en vue du financement de 14 domaines prioritaires désignés. Le financement de l'Initiative devait en principe provenir en partie de la nouvelle orientation donnée aux ressources existantes aux niveaux national et international, et en partie de ressources nouvelles. Dans le cadre de l'Initiative spéciale, trois moyens ont été proposés pour la mobilisation de ces ressources, à savoir : les donateurs multilatéraux et bilatéraux devaient mettre en place des instances régionales chargées d'objectifs spécifiques en vue de la mobilisation de fonds destinés aux secteurs clefs; les gouvernements africains devraient préparer des programmes nationaux orientés vers des objectifs d'investissement spécifiques dans le but de tirer le maximum de profit de l'effet des ressources internes et externes ainsi mobilisées; la participation à des groupes consultatifs et à des tables rondes devrait être élargie dans le but d'encourager les partenaires non traditionnels tels que le monde des affaires et la société civile à s'engager et à participer.

65. L'Initiative spéciale a également recommandé de nouveaux moyens de mobiliser des ressources, dont un allègement plus important de la dette, le renforcement des possibilités d'échanges de l'Afrique et le renforcement de la coopération Sud-Sud. Les activités relatives à la mobilisation des efforts et des ressources intérieures et extérieures en vue d'appuyer l'Initiative spéciale et sa mise en oeuvre seraient axées sur : de nouveaux partenariats en vue d'une coopération plus efficace en matière de développement grâce notamment à la promotion d'instances régionales chargées d'objectifs spécifiques; l'élaboration de programmes et de projets nationaux orientés vers des objectifs spécifiques; participation plus large aux groupes consultatifs et aux tables rondes des pays africains et analyse des incidences financières de l'Initiative spéciale et des ressources qui seraient requises afin que l'exécution de celle-ci soit couronnée de succès, y compris les flux de l'aide publique au développement, l'allègement de la dette, la mobilisation et l'utilisation des ressources intérieures. La mise en oeuvre de l'Initiative spéciale nécessitait la mobilisation d'un engagement et d'un appui politique en faveur de celle-ci, la mise en place de mécanismes d'exécution, dont la coordination au sein des organismes des Nations Unies, un recentrage sur les

actions menées au niveau des pays, la mise en place de dispositions pour le suivi et l'élaboration de rapports sur la mise en oeuvre de l'Initiative.

66. Le Comité a favorablement accueilli l'Initiative spéciale pour l'Afrique et jugé que son lancement se déroulait au moment le plus approprié pour l'Afrique. De nombreux représentants ont affirmé qu'ils soutenaient l'Initiative et indiqué qu'ils attendaient avec impatience l'exécution des activités mentionnées dans l'Initiative. Toutefois, ils se sont déclarés préoccupés par le fait que la communauté internationale semblait manifester un intérêt moindre pour les opérations de maintien de la paix en Afrique, à l'instar de ce qui se passait au Libéria et en Somalie. Les représentants ont également exprimé leur inquiétude dans le fait que les ressources retenues pour la mise en oeuvre de l'Initiative semblaient insuffisantes en regard de la gravité de la situation socio-économique qui prévalait en Afrique. Le Comité a déploré que de nombreux pays n'aient pas encore entendu parler de l'Initiative spéciale et qu'en conséquence il s'avérerait nécessaire de la vulgariser. A cet effet, le Comité a recommandé que des points focaux soient créés dans les pays pour la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale.

67. Le Comité a noté que les modalités pour la mobilisation des ressources financières requises pour soutenir l'Initiative spéciale n'avaient pas été clairement définies et a souhaité être tenu informé de la manière dont les institutions avaient l'intention de se répartir cette tâche. Le Comité a également demandé le renforcement de la coopération et de la collaboration entre les organismes des Nations Unies afin d'éviter le chevauchement des efforts, y compris au niveau des pays.

68. Le Comité a invité les organismes des Nations Unies à instaurer la meilleure coordination possible en leur sein au niveau des pays dans la mise en oeuvre de l'Initiative. Il a également recommandé une collaboration maximale entre les membres du secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD. Par ailleurs, le Comité a demandé la participation des groupements sous-régionaux à la formulation, à la conception et à la mise en oeuvre des programmes et projets au titre de l'Initiative. Il a souligné la nécessité de faire appel aux experts nationaux pour les différents volets de sa mise en oeuvre. Le Comité a demandé que l'équilibre entre les questions d'intérêt national et sous-régional soit respecté dans la mise en oeuvre de l'Initiative.



69. Le Comité a insisté sur la nécessité de prendre dûment en compte les programmes éducatifs, en accordant une attention toute particulière à l'éducation et la formation technique des jeunes afin de leur permettre de prendre une part effective au processus de développement. Le Comité a recommandé de privilégier tout particulièrement, dans le cadre de l'Initiative, le développement du secteur non structuré, notamment l'accès au crédit bancaire et d'améliorer la capacité d'absorption de la main-d'oeuvre. Le Comité a souligné la nécessité de réduire la contrepartie locale de financement des ressources devant être fournies dans le cadre de l'Initiative. Il a recommandé que des mécanismes soient mis en place pour le contrôle et l'évaluation de la mise en oeuvre. Le Comité voulait s'assurer que les ressources requises pour soutenir l'Initiative seraient effectivement mobilisées, notamment à l'heure où l'ensemble du système des Nations Unies connaissait des difficultés financières et où l'on risquait de voir apparaître une lassitude des donateurs. Le Comité a insisté sur le fait que les programmes entrant dans le cadre de l'Initiative doivent être orientés vers la demande.

70. Le Comité a pris note de la participation de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) au lancement de l'Initiative, de son rôle de chef de file pour les questions relatives à l'eau, et de l'offre de coopération avec la CEA et d'autres institutions faite par cette organisation pour la mise en oeuvre de l'Initiative dans ce domaine. Le Comité a par ailleurs noté la participation de l'ONUDI à l'Initiative spéciale, en particulier l'engagement pris par cet organisme de collaborer avec l'OUA et la CEA dans la création d'une alliance en vue de l'industrialisation de l'Afrique. Le Comité a également noté que l'Organisation internationale du Travail (OIT) avait aidé de nombreux pays africains à concevoir des programmes de développement social et de formation de la main-d'oeuvre dans le but de créer des emplois et de lutter contre la pauvreté. Ces questions qui étaient au centre des préoccupations des pays africains devraient bénéficier du rang de priorité requis dans l'Initiative spéciale.

71. Le Comité a pris note de l'observation faite par le HCR selon laquelle les questions relatives à l'assistance humanitaire devraient également recevoir une attention particulière dans l'Initiative spéciale, compte tenu du grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées ayant besoin d'une assistance urgente en Afrique. Il a en outre noté que le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) attachait beaucoup d'importance à la réalisation d'un équilibre entre les populations et

la dotation en ressources naturelles en vue de promouvoir le développement durable et assurer la protection de l'environnement.

72. Plusieurs délégations ont posé un certain nombre de questions sur l'Initiative spéciale. Par exemple, la question a été posée de savoir pourquoi l'Afrique avait besoin d'une nouvelle Initiative vu le nombre de programmes en cours pour le développement de l'Afrique? En quoi cette Initiative spéciale différait-elle des précédentes Initiatives prises par l'Organisation des Nations Unies en faveur de l'Afrique telles que le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour l'Afrique? Quel lien existait-il entre l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique et les nouvelles orientations stratégiques de la CEA? Quelles étaient les modalités de la mise en oeuvre de l'Initiative? Quel lien existait-il entre le principe du "20/20" adopté au Sommet social mondial de Copenhague et les ressources affectées à ces secteurs dans le cadre de l'Initiative spéciale? Pourquoi aucune ressource n'avait été réservée pour la mise en oeuvre des priorités dans le cadre de "la sécurité alimentaire avec un accent spécial sur les femmes" et de "l'allègement de la pauvreté et l'emploi"?

73. Il a été expliqué que l'Initiative spéciale était destinée à maintenir le soutien international en faveur de l'Afrique. C'était là un fait nouveau parce que c'était la première fois que les organisations des Nations Unies étaient réellement engagées à coordonner l'action au niveau national.

74. En ce qui concerne la relation existant entre l'Initiative spéciale et les autres programmes des Nations Unies pour l'Afrique, il a été expliqué que les priorités de l'Initiative spéciale correspondaient à celles qui ont été établies par les pays africains dans divers programmes tels que le Programme d'action du Caire et le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF) et par conséquent, elle complétait les autres initiatives des Nations Unies pour l'Afrique plutôt qu'elle ne les concurrençait. En effet, cette Initiative était une contribution des organismes des Nations Unies à la mise en oeuvre du nouvel Ordre des Nations Unies pour le développement de l'Afrique.

75. Il a été en outre expliqué que les fonds énormes qui ont été mis à la disposition des secteurs sociaux dans l'Initiative spéciale reflétaient le principe du "20/20" du Sommet de Copenhague. Il

a été également noté que l'investissement dans l'éducation a été l'un des meilleurs investissements pour le développement. L'investissement dans les secteurs sociaux est devenu également un impératif pour l'Afrique. Les ressources nécessaires pour l'allègement de la pauvreté et l'emploi ont été également évaluées.

76. Le Secrétaire exécutif a informé le Comité qu'il venait juste de rentrer d'une réunion à Nairobi où il avait présidé la réunion du Comité directeur de l'Initiative spéciale. Il a expliqué que le Comité directeur constituerait le principal mécanisme pour la coordination de la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale. Il a également déclaré que la plupart des questions soulevées par le Comité ont été également abordées dans les autres forums. Il a ensuite fait un historique de l'Initiative spéciale et a informé le Comité que l'Initiative ne constituait pas nécessairement la somme totale de tous les programmes des Nations Unies et des initiatives en Afrique. Il a indiqué d'autre part que le rôle des différents organismes des Nations Unies devrait aussi être défini. Pour ce qui est de savoir si les ressources de l'Initiative seraient additionnelles, il a répondu que cela dépendrait des programmes de pays. Le Secrétaire exécutif a ensuite déclaré que l'Initiative spéciale serait initialement testée dans quelques pays en vue de déterminer si elle pouvait donner des résultats. Il a dit également que l'Initiative spéciale serait présentée au Groupe des Sept (G7) par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

77. Le secrétariat a exhorté les Etats membres à tirer profit des opportunités offertes par l'Initiative spéciale en vue d'accélérer le processus de développement dans leur pays.

78. Le Comité a pris note du rapport.

Exploitation de la technologie de l'information pour accélérer le développement socio-économique de l'Afrique (point 5 (c) de l'ordre du jour)

79. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.22/6 intitulé "Exploitation de la technologie de l'information pour accélérer le développement socio-économique de l'Afrique : Plan d'action". Elaboré en application de la résolution 795 (XXX) de la CEA en date du 3 mai 1995, le Plan d'action invitait le Secrétaire exécutif de la CEA à former un groupe de travail de haut niveau sur les technologies de l'information et de la communication en vue d'élaborer un plan d'action et une

initiative africaine d'information et de communication visant à accélérer le développement socio-économique de l'Afrique grâce à l'application de la technologie de l'information dans tous les secteurs sociaux et économiques.

80. Le Plan d'action a été présenté par le Président du groupe de travail de haut niveau.

81. En examinant le Plan d'action, le Comité a observé que l'évolution vers l'ère de l'informatique offrait l'occasion d'améliorer la qualité de vie de toutes les populations en Afrique. Le Comité a en outre fait observer que la compétition impitoyable, l'innovation et la convergence dans les technologies, qui avaient entraîné ailleurs des baisses massives du coût des communications et des systèmes d'information et modifié fondamentalement la nature de l'économie globale, signifiaient que l'Afrique avait d'une opportunité d'utiliser ces outils afin d'accélérer son propre développement socio-économique.

82. Le Comité a également noté que, dans le cadre de l'Initiative proposée il était demandé d'élaborer et de mettre au point un plan relatif à une infrastructure nationale de formation et de communication (INIC) dans chaque pays africain. Le Comité avait mis l'accent sur le fait que ce plan devrait viser à relever les défis du développement national tels que la gestion de la dette, la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation, la population, le chômage, la création d'emplois, l'industrialisation, la bonification des terres, les ressources en eau, le tourisme, le commerce etc. Le Comité a en outre noté que l'accent était mis sur la nécessité de faciliter la prise des décisions à tous les niveaux et de mettre à la disposition des gouvernements, des milieux d'affaires et de la société, une infrastructure d'information et de communication qui éclairerait le processus du développement. Deuxièmement, l'Initiative avait prévu l'instauration d'une coopération, de liens et d'un partenariat entre les pays africains, sur ce qui leur permettrait de recueillir collectivement les fruits de l'expérience cumulée en matière d'exécution de programmes et stimulerait le développement de divers domaines de l'information et de la communication sur le plan régional.

83. Le Comité a souligné l'importance pour les pays africains de mettre en oeuvre le plan en vue de s'assurer qu'ils ne sont pas trop laissés à la traîne par les pays développés qui sont déjà au stade de l'autoroute de l'information. Cependant, le Comité a noté que dans la mise en oeuvre du

Plan d'action, une attention spéciale devrait être accordée au développement de l'infrastructure d'information des pays africains qui, en ce moment n'étaient pas très développées. Le Comité a en outre fait observer que, comme il a été présenté, le Plan semblait très ambitieux, et que les pays africains devraient aborder dans le cadre de programmes-pilotes ou par phases. Il a été suggéré à la CEA d'élaborer un code déontologique pour la science de l'information et la télématique en générale.

84. En conclusion, le Comité a fait ressortir les avantages que les pays africains pouvaient tirer de la mise en oeuvre du Plan pour l'Afrique et ont souligné la nécessité pour l'Afrique de ne pas être marginalisée. Il a en outre indiqué que la technologie de l'information jouait un grand rôle dans la création d'emplois ainsi que dans l'investissement dans les pays développés. Il a toutefois été noté qu'elle ne devrait pas être considérée comme une fin en elle-même mais comme un moyen et une méthode de développement. Le Plan d'action devait prendre en compte les différences entre les pays africains sur le plan technologique.

85. L'accent a cependant été placé sur la nécessité, pour les pays africains, de mettre en place leur infrastructure de l'information afin de disposer de l'information à échanger, former les capacités nécessaires pour gérer l'information et les systèmes d'information et il a également été souligné que la CEA devrait jouer un rôle de premier plan pour ce qui est de sensibiliser les Etats membres à la nécessité de mettre en oeuvre le Plan d'action.

86. Le Comité a en outre noté que le Plan d'action était conforme aux nouvelles orientations stratégiques de la CEA et à l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique, dans lesquelles une très large place a été faite à l'exploitation de la technologie de l'information aux fins du développement de l'Afrique.

87. Le Comité a pris note du Plan d'action à la lumière des observations faites.

### **TROISIEME PARTIE**

#### **QUESTIONS SPECIFIQUES**

#### Rapports intérimaires sur la préparation et le suivi des conférences et programmes internationaux et régionaux (point 6(a) de l'ordre du jour)

88. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.22/7/Add.1 et E/ECA/CM.22/7/Add.2 intitulé "Rapports intérimaires sur la préparation et le suivi des conférences et programmes internationaux et régionaux" qui étaient les documents de travail pour l'examen des points 6(a)(i) à (viii).

#### Quatrième Conférence régionale sur les femmes (point 6(a)(i) de l'ordre du jour)

89. Le Comité a noté que la CEA, au cours du processus préparatoire, a tenu plusieurs réunions qui ont débouché sur la Conférence régionale sur les femmes tenue à Dakar (Sénégal) en 1994. Cette Conférence a adopté la position commune régionale qui a été présentée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing (Chine) en septembre 1995, laquelle à son tour a adopté la Plate-forme globale mondiale d'action qui avait fourni les directives sur le renforcement du pouvoir des femmes sur les plans social, économique et politique. La Plate-forme globale mondiale avait identifié 12 domaines essentiels de préoccupation et avait également défini les actions qui pourraient permettre une participation totale des femmes dans la vie politique, sociale et économique de leurs pays, un accent tout spécial étant mis sur les droits de la petite fille.

90. Le Comité également noté que le suivi et la mise en oeuvre de la plate-forme mondiale d'action incombaient au premier chef aux Etats, organisations intergouvernementales et des organismes des Nations Unies. Le suivi devrait inclure l'élaboration de plans de développement et la mobilisation de ressources en vue de l'exécution des programmes, notamment en ce qui concerne l'éradication de la pauvreté. Notant avec satisfaction que la CEA était en première ligne dans la prise en charge des questions féminines, le Comité a souligné la nécessité d'accorder une large place aux questions des disparités entre les hommes et les femmes dans la formulation des programmes et priorités du développement.

91. Le Comité a recommandé qu'il y ait dans chaque MULPOC, une personne au moins chargée des questions féminines au niveau sous-régional. Cela devrait se faire parallèlement à la mise en place de la nouvelle structure de la CEA. Le Comité a également recommandé que les Bureaux de la Conférence régionale africaine et le Comité régional de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) soient fusionnés, dans la mesure où ils poursuivaient les mêmes objectifs. La nécessité de renforcer le Centre africain pour la femme a également été soulignée.

92. Le Comité a noté avec satisfaction les progrès accomplis par bon nombre de pays africains dans le suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Plusieurs délégations ont indiqué que leurs pays respectifs avaient maintenant un ministère de la femme, tandis que certains avaient lancé des programmes sur les initiatives de paix et que d'autres prenaient en charge les questions féminines, pratiquement sans ressources.

93. Le Comité a demandé à connaître les mesures prises pour sensibiliser les organismes des Nations Unies afin qu'ils appuient les Etats membres de la CEA dans le domaine des questions relatives aux inégalités entre les hommes et les femmes; des moyens d'intégrer les questions féminines dans la nouvelle Initiative pour l'Afrique; et pour déterminer l'organisation chargée dans la sous-région de la coordination du suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et le rôle joué par le PNUD à cet égard.

94. Dans sa réponse, le Secrétaire exécutif de la CEA a assuré le Comité qu'il était personnellement engagé à oeuvrer en faveur de l'égalité entre sexes à la CEA. Par exemple, il a promis de renforcer le Centre africain pour la femme. Celui-ci serait rattaché à son Cabinet. Une somme de 1,5 million de dollars E.-U. a déjà été mobilisée pour faciliter la création d'un Fonds du leadership pour les femmes africaines. L'objectif était de parvenir à 5 millions de dollars E.-U. Il a également donné l'assistance au Comité que le secrétariat prenait à coeur la coordination des activités entreprises dans la région dans le cadre du suivi de la Conférence de Beijing. En outre, les administrateurs de programme et le personnel collaborant avec eux subiraient une formation dans le domaine de la sensibilisation à la cause des femmes et de l'analyse des politiques non discriminatoires. L'égalité entre sexes serait garantie au niveau du secrétariat.

Deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (point 6(a)(ii) de l'ordre du jour)

95. Il a été porté à la connaissance du Comité que la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) devrait se tenir à Istanbul (Turquie), du 2 au 14 juin 1996. Habitat II devrait en principe déboucher sur la formulation d'une Déclaration de principes et d'engagements et d'un Plan d'action mondial-Programme Habitat.

96. Le Comité a noté avec satisfaction que la CEA avait joué un rôle essentiel dans la préparation de cette conférence en Afrique. Plusieurs réunions avaient été organisées en collaboration avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (UNCHS-Habitat) et l'OUA. Ces réunions avaient pour objectif de mettre au point une Position africaine commune sur les établissements humains en vue de la Conférence d'Istanbul. La CEA mettait également la dernière main au Rapport régional sur l'état des établissements humains et le Continental Shelter Atlas for Africa. Ces deux documents devraient constituer la contribution de la Commission à la Conférence.

97. Le Comité a également été informé de la désignation du Secrétaire exécutif comme coordonnateur de toutes les commissions régionales impliquées dans la préparation d'Habitat II, ainsi que pendant et après la Conférence. Le Comité a demandé aux pays africains de participer de manière effective à la Conférence d'Istanbul, d'appuyer la position de la région, et de veiller à ce qu'elle figure dans la Plate-forme mondiale d'action (Programme Habitat).

98. En ce qui concerne l'avenir du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH-Habitat), le Comité a demandé aux Etats africains d'appuyer le renforcement du Centre, d'autant plus que son siège se trouvait en Afrique. Il a également demandé au Secrétaire exécutif de la CEA d'user de son influence en tant que coordonnateur des commissions régionales pour mobiliser un soutien politique et diplomatique en faveur de la poursuite du Centre. Le Comité a noté avec satisfaction le soutien accordé par le Groupe des 77 et la Chine au renforcement et à la pérennité du CNUEH-Habitat dont le Siège se trouve à Nairobi.



Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés (point 6(a)(iii) de l'ordre du jour)

99. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a exposé les changements intervenus à la suite de la réunion intergouvernementale de haut niveau sur l'examen global à moyen terme du nouveau Programme substantiel d'action (NPSA) qui avait eu lieu à New York en 1995 ainsi que des questions relatives aux mesures adoptées en faveur des pays enclavés.

100. Malgré les efforts déployés sans relâche par les PMA pour mettre en oeuvre les réformes préconisées par le nouveau Programme, ceux-ci n'ont pas été en mesure de parvenir à certains objectifs du Programme et leur situation d'ensemble a continué à se détériorer en raison de plusieurs facteurs internes et externes.

101. En ce qui concerne les PMA, le Comité a noté que la réunion intergouvernementale avait adopté une déclaration et fait des recommandations en vue de relancer l'application du Programme d'action.

102. Enfin, le Comité a été informé des activités entreprises par le secrétariat et de celles prévues en faveur du groupe des PMA dans le cadre du budget-programme pour 1996-1997. Le Comité a pris note de toutes ces informations et invité la CEA à apporter toute l'assistance nécessaire aux PMA et à les aider à trouver des solutions, notamment au problème des réfugiés.

Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90s (UN-NADAF) (point 6(a)(iv) de l'ordre du jour)

103. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a également noté que deux événements majeurs ayant trait à la mise en oeuvre de UN-NADAF avaient eu lieu au sein du système des Nations Unies depuis la dernière Conférence des ministres, à savoir: l'évaluation du nouvel Ordre du jour faite en 1995 par le Corps commun d'inspection (CCI) à la demande du Comité du programme et de la coordination (CPC), et l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique, lancée pour faire suite à la recommandation du CPC, des organismes des Nations Unies, des

organismes et fonds spécialisés (y compris les institutions financières internationales), sous l'égide de l'Equipe spéciale interinstitutions des Nations Unies.

104. Le Comité a noté que la CEA avait été désignée pour coordonner la préparation du rapport du Secrétaire général au Comité plénier ad hoc de l'Assemblée générale sur l'Examen à moyen terme de la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies. A cet effet, le secrétariat avait préparé un questionnaire qui avait été envoyé aux ministres chargés de la planification économique et du développement dans les pays membres. Le Comité a invité les Etats membres à retourner les questionnaires remplis au secrétariat le plus tôt possible.

105. Le Comité a décidé d'ajourner les discussions sur ce point de l'ordre du jour et d'examiner ce dernier conjointement avec le point relatif à l'évaluation des programmes, d'autant que le rapport du CCI sur le nouvel Ordre du jour était inclus dans le rapport au titre de ce point.

Deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA-II) (point 6(a)(v) de l'ordre du jour)

106. Le Comité a pris note des six objectifs principaux initialement fixés par le Programme UNTACDA-II en vue de la mise en place d'un système intégré de transports et de communications en Afrique. Il a également présenté dans leurs grandes lignes les mécanismes nationaux et sous-régionaux mis en place pour la mise en oeuvre du programme de la Décennie, les difficultés rencontrées, la nécessité de renforcer les comités nationaux de coordination et d'améliorer la mobilisation de ressources.

107. Le Comité a réaffirmé l'importance et l'utilité des objectifs du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA II) pour l'intégration régionale. A cet égard, plusieurs délégations ont signalé que leurs pays avaient utilisé ce programme en tant que cadre de développement des infrastructures nationales et régionales.

108. Toutefois, les participants ont fait part de leur préoccupation au sujet du rôle de la CEA dans la mobilisation des ressources nécessaires au programme de l'UNTACDA II, considéré comme vital pour l'intégration régionale. Le Comité a émis des doutes concernant l'utilité des "décennies" s'il n'y avait pas de ressources pour les traduire en mesures concrètes. Il a mis l'accent sur la nécessité de renforcer les dispositifs nationaux et sous-régionaux d'exécution du programme.

109. Le Comité a recommandé que des efforts soient entrepris pour mettre au point et adopter des approches propres à stimuler le développement des secteurs des transports, des communications et de l'industrie, étant donné que les autres "décennies" n'ont pas donné des résultats.

110. Il a noté que l'examen à mi-parcours de la Décennie aurait lieu en 1997. A cet égard, il a recommandé que la prochaine évaluation tienne compte d'aspects particuliers tels que la participation du secteur privé et l'intégration régionale.

111. Ayant noté que la Conférence des ministres des transports et des communications à sa dixième session avait demandé l'harmonisation du programme de la Banque mondiale pour les transports en Afrique subsaharienne (SSATP) et du programme de l'UNTACDA II, le Comité a insisté sur la nécessité pour le secrétariat de prendre une part active à l'évaluation du SSATP.

Deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA) [point 6 a) vi) de l'ordre du jour]

112. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a noté que la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa douzième réunion, tenue à Gaborone (Botswana) du 29 mai au 8 juin 1995, avait adopté la résolution 1(XII) relative à la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA), la résolution 2(XII) relative à la mobilisation des ressources pour l'industrialisation de l'Afrique, la résolution 3(XII) relative au développement du secteur privé pour l'industrialisation en Afrique, la résolution 4(XII) relative au renforcement de la contribution des femmes à l'exécution du programme de la deuxième DDIA et la résolution 5(XII) relative à la Position commune africaine pour la sixième session de la Conférence générale de l'ONUDI.

113. Le Comité a fait observer que, puisque la deuxième DDIA avait été lancée par les Etats africains pour les Etats africains, il fallait s'employer à mobiliser des ressources intérieures et extérieures pour l'exécution du programme. La CEA et la Banque africaine de développement (BAD) devraient trouver une nouvelle approche pour la mobilisation de ressources financières.

114. Le Comité a souligné qu'il était important d'adopter une approche plus globale des programmes d'industrialisation de l'Afrique, plutôt que de lancer des "décennies" sans objectifs établis.

115. En outre le Comité a fait observer que l'industrialisation ne passait pas uniquement par la création de grandes entreprises mais pouvait également être réalisée au moyen de micro-entreprises, de petites et de moyennes entreprises. Dans ce domaine, l'Afrique devait tirer des enseignements de l'expérience des pays nouvellement industrialisés, qui s'étaient développés en favorisant le secteur privé et, notamment, les micro-entreprises, les petites et les moyennes entreprises. Le Comité a mis l'accent en particulier sur la possibilité pour les femmes de participer au processus de développement grâce à la création d'entreprises hors du secteur structuré et de micro-entreprises et à des efforts visant à stimuler l'esprit d'entreprise locale.

116. Ayant pris acte des diverses activités entreprises par la CEA et l'ONUDI au titre de l'exécution du programme de la deuxième DDIA, le Comité a demandé instamment à la CEA de collaborer étroitement avec l'ONUDI, qui consacre 40% de son budget-programme à l'industrialisation de l'Afrique. Il a pris note avec satisfaction des étroites relations de travail existant entre la CEA et l'Association mondiale des petites et moyennes entreprises (WASME) dans le cadre de la promotion des micro-entreprises, des petites et des moyennes entreprises en Afrique.

117. Le Comité a pris acte des efforts entrepris par la CEA, dans le cadre de son nouveau programme, pour développer la coopération Sud-Sud, en particulier avec les pays d'Asie et d'Amérique latine, ainsi que la coopération régionale et sous-régionale.

Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et de développement durable [point 6 a) vii) de l'ordre du jour]

118. Le Comité a noté que la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et le développement durable, adoptée à la troisième Conférence africaine sur la population, tenue à Dakar en 1992, avait constitué la position africaine soumise à la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD).

119. Le Comité a également noté que les résultats issus de la Conférence internationale sur la population et le développement avaient fait l'objet d'un rapport à la trentième session de la Commission/vingt et unième réunion de la Conférence des ministres de la CEA responsables du développement économique et social et de la planification, en 1995. A la demande du Comité de suivi des résultats de la Conférence internationale sur la population et le développement, un atelier sur la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action issus de la Conférence internationale avait été organisé conjointement par l'OUA, la CEA et la BAD à Abidjan. Les résultats de cet atelier avaient été communiqués à la première session de la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement, ainsi qu'à la Conférence des planificateurs, statisticiens et spécialistes de la population et de l'information africains à sa neuvième session, toutes deux tenues en 1996.

120. Le Comité a été informé des difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action malgré tous les efforts déployés par les Etats membres concernés.

121. Il a pris acte de toutes ces informations et a demandé à l'OUA, à la CEA et à la BAD d'intensifier leur coopération et de soutenir les Etats membres dans la mise en oeuvre tant de la Déclaration que du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.

Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90 [point 6 a) viii) de l'ordre du jour]

122. Le Comité a pris note du rapport intérimaire sur le Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90, qui indiquait où en était le programme Evaluation des besoins et élaboration de stratégies (BBES). En outre, il a noté que 11 pays avaient déjà mené des opérations au titre de ce programme et que 15 autres s'apprêtaient à le faire.

123. Il a pris note des rapports d'activité relatifs à la préparation et au suivi de conférences et programmes internationaux et régionaux.

Rapport intérimaire commun OUA/CEA sur la mise en oeuvre du Traité instituant la Communauté économique africaine [point 6 b) de l'ordre du jour]

124. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.22/8, intitulé "Rapport intérimaire commun OUA/CEA sur la mise en oeuvre du Traité instituant la Communauté économique africaine".

125. Le Comité a pris acte des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Traité, tout en déplorant la lenteur de la rédaction des protocoles ainsi que de l'élaboration de l'organigramme du secrétariat de la Communauté et de la version révisée du Traité. S'agissant des protocoles, le Comité a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer le processus - en particulier, pour le protocole régissant les relations entre la Communauté et les communautés économiques régionales - afin de permettre aux chefs de secrétariat des communautés économiques régionales de les adopter sous leur forme définitive lors de leur prochaine réunion, prévue pour juin 1996. A cet effet, il serait nécessaire d'harmoniser et de coordonner les activités des communautés économiques régionales afin d'éviter tout double emploi. En outre, le Comité a prié instamment le secrétariat de l'OUA de soumettre le projet d'organigramme au Comité des 14 et de finaliser, dans toutes les langues de travail de l'OUA, la version abrégée du Traité, afin qu'elle puisse être traduite dans les langues vernaculaires des Etats membres.

126. Le Comité, ayant fait ressortir le rôle du Secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD dans la mise en oeuvre du Traité d'Abuja, a demandé instamment un examen des activités les plus récentes entreprises par le Secrétariat au titre de la préparation de la réunion des chefs de secrétariat, prévue pour juin 1996.

127. Par ailleurs, le Comité a pris note de l'examen des relations entre la Communauté et la CEA, mené au sein du Secrétariat conjoint, et sur lequel des propositions seraient soumises lors de la prochaine réunion du Conseil économique et social. Il a estimé qu'il serait nécessaire de prendre en considération les nouvelles orientations stratégiques de la CEA.

128. En outre, il serait utile de redéfinir les attributions du Comité directeur permanent et celles du Conseil économique et social.

129. Le Comité a pris acte du rapport, compte tenu de ces observations.

Rapport biennal du Secrétaire exécutif 1994-1995 [point 7 a) de l'ordre du jour]

130. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.22/9, intitulé "Rapport biennal du Secrétaire exécutif", qui faisait un tour d'horizon des activités entreprises par la Commission au titre de son programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1994-1995, ainsi que des ressources dont la CEA a disposé et de l'utilisation qu'elle en a faite.

131. Le Comité a noté que les activités de la CEA avaient comporté des efforts de promotion de politiques économiques et sociales, l'élaboration de plans et de stratégies, le renforcement des institutions au service du développement et la prestation d'assistance technique aux Etats membres et à leurs organisations intergouvernementales. Ces activités avaient été exécutées selon les modalités suivantes: réunions, programmes de formation, publications, établissement de bases de données et quelques activités opérationnelles, toutes centrées sur neuf sous-programmes.

132. Le Comité a été informé que les ressources financières mises à la disposition de la Commission avaient baissé en raison de la crise financière de l'Organisation des Nations Unies et du désengagement de certains partenaires traditionnels.

133. Le Comité s'est déclaré préoccupé par la multitude des activités entreprises par la Commission, qui se traduisait par une grande dispersion des efforts et des ressources réduisant la portée du travail de la Commission. Il a demandé que les centres d'intérêt soient mieux cernés et que les efforts soient axés sur moins d'activités, comme la lutte contre la pauvreté et le renforcement des capacités, susceptibles d'avoir une portée plus grande au niveau national, surtout compte tenu de la réduction des ressources financières du secrétariat.

134. En réponse, le Secrétaire exécutif a constaté que, comme le montrent les nouvelles orientations stratégiques, les réformes étaient motivées par trois principes, à savoir l'excellence, un meilleur rapport coût-efficacité et un partenariat renforcé et que, étant donné les problèmes de financement, le nombre limité du personnel et la grande diversité du mandat et des tâches de la Commission, réduire le programme de la CEA était indispensable pour obtenir de meilleurs résultats.

135. Il a également informé le Comité que les prochains rapports biennaux contiendraient également les opinions et observations des Etats membres et des autres bénéficiaires des activités de la CEA sur l'impact des activités de la Commission et sur les améliorations à apporter.

136. Le Comité a également pris note des précisions que certains partenaires ont apportées au sujet de l'aide financière qu'ils accordaient à la Commission et qui a diminué ces dernières années en raison de processus de restructuration en cours dans les pays. Ils pourraient reprendre cette aide très prochainement, en vue des nouvelles orientations stratégiques adoptées par la CEA.



Rapport intérimaire sur l'évaluation du programme à la CEA (période biennale 1994-1995) [point 7b) de l'ordre du jour]

137. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.22/10, intitulé "Rapport intérimaire sur l'évaluation du programme (période biennale 1994-1995)" qui donnait des précisions sur l'évaluation du programme effectuée pendant la période biennale 1994-1995 ainsi que ses deux rapports additifs, à savoir E/ECA/CM.22/10/Add.1 intitulé "Evaluation approfondie de la Commission économique pour l'Afrique du sous-programme des ressources naturelles et de l'énergie" et E/ECA/CM.22/10/Add.2 intitulé "Evaluation du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 1990 (UN-NADAF) : vers une approche plus opérationnelle" effectuée par le Corps commun d'inspection (CCI).

138. Le Comité a noté qu'en 1993, la Conférence des ministres de la CEA a adopté un calendrier pour l'évaluation du programme du Plan à moyen terme (PMT) pour 1992-1997 à la CEA. Conformément aux politiques des Nations Unies sur le suivi et l'évaluation des programmes et, sur la base de ce calendrier, cinq sous-programmes ont été évalués pour la période biennale 1994-1995 :

- a) Commerce, coopération et intégration économiques régionales;
- b) Lutte contre la pauvreté par le biais du développement durable ;
- c) Mise en valeur des ressources humaines et transformation sociale ;
- d) Mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie ;
- e) Les femmes dans le développement.

139. Le Comité a également noté que toutes les enquêtes d'évaluation ont été effectuées sous la forme d'auto-évaluation par les responsables de programme. Cependant, l'évaluation de certains sous-programmes, à savoir la mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie se fondait sur une approche approfondie de l'évaluation.

140. Le Comité a constaté que les documents fournis à cet égard étaient très importants et que leurs conclusions devaient être approfondies car les recommandations méritaient d'être étudiées avec attention pour être conformes à la stratégie de la CEA.

141. Le Comité a constaté que les Etats membres connaissaient des problèmes économiques très difficiles qui retardaient la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique. Par conséquent, le Comité a recommandé qu'une résolution soit adoptée invitant le Siège des Nations Unies à allouer davantage de fonds au secrétariat de l'Equipe spéciale inter-organisations sur l'Ordre du jour des Nations Unies établie au siège de la CEA, pour mettre en oeuvre l'Ordre du jour des Nations Unies en Afrique.

142. Le Comité a également recommandé que les MULPOC soient renforcés afin de mettre en oeuvre de manière plus efficace les activités au titre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies en Afrique. A cet égard, la CEA devrait mobiliser davantage de ressources extrabudgétaires.

143. S'agissant du rapport du CCI, le Comité a noté que ce rapport a été rédigé à la demande du Comité du programme et de la coordination du Siège de l'ONU afin d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies. Il a demandé au CCI une évaluation objective et précise de nouvel Ordre du jour. Dans le rapport, figuraient des recommandations conformes à la stratégie de la CEA.

144. En ce qui concerne le problème de double emploi et de chevauchement, le Comité a souligné l'importance pour la CEA de tenir des réunions conjointes avec l'OUA. A cet égard, il a proposé que la Conférence des ministres de la CEA responsables de la planification et du développement social et la réunion du Conseil économique et social de l'OUA puissent être tenues conjointement et qu'y participent les mêmes ministres que ceux assistant à la Conférence des ministres de la CEA. Il a été proposé que ces deux réunions se fusionnent en une Conférence sur le développement de l'Afrique ou tout autre organe conjoint.

145. Le Comité a pris note des rapports à la lumière du présent document.

**Questions émanant d'organes subsidiaires et d'organes sectoriels de la Commission et appelant une décision de la Conférence des ministres** [point 7c) de l'ordre du jour]

146. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.22/11 et Add. 1 intitulé "Questions émanant d'organes subsidiaires et d'organes sectoriels de la Commission appelant une décision de la Conférence des ministres". Ce document contenait des questions appelant une décision de la Commission ainsi que celles portées à l'attention de la Conférence et concernant les organes subsidiaires suivants : la Conférence des ministres africains de l'industrie ; la Conférence régionale africaine sur la science et la technologie ; la Conférence régionale des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minières et de l'énergie ; la Conférence des ministres africains responsables du commerce, de la coopération régionale, de l'intégration et du tourisme ; la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement ; la Conférence conjointe des planificateurs, statisticiens et spécialistes de la population et de l'information africains ; le Conseil d'administration du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD) et le Comité régional de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC). Ces questions portaient sur les réunions organisées par la CEA depuis la dernière session de la Commission en mai 1995.

147. Le dispositif 1.c des décisions adoptées à la dix-septième réunion du CRAC avaient été modifié pour stipuler que la personne présidant la Conférence régionale africaine sur les femmes et le développement devienne membre du CRAC.

148. Le Comité a renvoyé les résolutions au sous-comité des résolutions qu'il avait créé.

149. Le Secrétaire exécutif a informé le Comité du travail que la CEA effectuait en examinant de façon critique les résolutions adoptées ces cinq dernières années, aux fins d'en évaluer les possibilités d'application et, notamment, de voir s'il y avait eu des actions de suivi. Il a également informé le Comité des consultations qu'il a tenues avec l'OUA, le PNUE et la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) aux fins de résoudre les questions juridiques soulevées par l'adoption de la résolution 757 (XXVIII) de la Commission du 4 mai 1993 instituant la Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement (CAMSDE). Il a expliqué que la CAMSDE posait deux problèmes principaux. D'abord, la

Conférence des ministres de la CEA, en instituant la CAMSDE en 1993, a aboli la CMAE, ce qu'elle n'était apparemment pas habilitée à faire. Ensuite, il y avait un chevauchement entre le mandat de la CMAE et celui de la CAMSDE. Il a déclaré que ses consultations avec l'OUA et le PNUE avaient pour but de régler ces deux questions et que les conclusions figuraient dans le document E/ECA/CM.22/11/Add.2.

**Questions diverses** [point 8 de l'ordre du jour]

150. Au titre de ce point de l'ordre du jour, une délégation a fait des observations sur l'arrivée tardive des documents et a insisté sur le fait qu'à l'avenir les documents soient envoyés bien à l'avance aux Etats membres pour qu'ils puissent les étudier et faire des contributions concrètes aux réunions. Le Secrétaire exécutif a assuré le Comité que, dans le cadre de la rénovation et de la réforme de la CEA, la priorité était déjà accordée aux communications avec les Etats membres.

**Date et lieu de la dix-huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier** [point 9 de l'ordre du jour]

151. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la réunion a été informée que la date et le lieu de la Conférence étaient décidés sur la base de consultations entre le Secrétaire exécutif et le Président de la Conférence des ministres.

**Manifestation spéciale : Réunion-débat sur le Programme-cadre pour le renforcement et l'utilisation des capacités cruciales en Afrique** (point 10 de l'ordre du jour)

152. Au titre de ce point de l'ordre du jour, une réunion-débat sur le Programme-cadre pour le renforcement et l'utilisation des capacités cruciales en Afrique s'inspirant du projet de document E/ECA/CM.22/12, a été tenue le 2 mai 1996.

153. Le Programme-cadre a été examiné lors des sessions annuelles de la Conférence des ministres de la CEA responsables du développement économique et social et de la planification commencée en 1994. Cette année-là, un rapport préliminaire sur le Programme-cadre a été soumis à la Conférence qui l'a approuvé et chargé le secrétariat de la Commission de continuer à travailler sur l'initiative. Par la suite, un rapport intérimaire détaillé sur le Programme-cadre a été soumis à la réunion de la Conférence en mai 1995. La finalisation du Programme-cadre a conduit à la tenue d'une réunion d'un groupe d'experts de haut niveau qui a rassemblé plus de 40 experts principaux envoyés par les gouvernements, les milieux universitaires et la communauté internationale afin de faire profiter l'initiative de leurs connaissances et de leurs idées.

154. La réunion-débat a constitué un autre pas vers la mise au point finale du Programme-cadre. Le rapport de la réunion figure dans le document E/ECA/CM.22/CRP.3.